
Signaux conjoncturels

Résultats des entretiens menés par la BNS
avec les entreprises

3^e trimestre 2019

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale
destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen
trimestriel de la situation

Les appréciations présentées ci-après reposent sur les
informations recueillies auprès de décideurs économiques de
toute la Suisse. Au total, 211 entretiens ont eu lieu avec des
représentants d'entreprises entre mi-juillet et début septembre.

Régions

Fribourg, Vaud et Valais
Genève, Jura et Neuchâtel
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Zurich

Délégués

Aline Chabloz
Jean-Marc Falter
Roland Scheurer
Gregor Bäurle
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Rita Kobel

L'essentiel en bref

- Au troisième trimestre, l'économie suisse a nettement perdu de sa vigueur. La progression des chiffres d'affaires en termes réels s'est encore ralentie, et les incertitudes se sont sensiblement accrues. Cette évolution traduit avant tout le ralentissement de l'économie mondiale.
- L'utilisation des capacités techniques de production est dans l'ensemble conforme à la normale, mais l'hétérogénéité entre les secteurs est plus marquée qu'auparavant. Les effectifs sont toujours jugés légèrement insuffisants, bien que dans une mesure moindre qu'aux trimestres précédents.
- Globalement, la pression sur les marges bénéficiaires s'est légèrement intensifiée. La grande majorité des entreprises considèrent toutefois le niveau des marges comme «viable», voire «confortable».
- Pour les deux prochains trimestres, les chefs d'entreprise tablent sur une hausse modérée des chiffres d'affaires, de l'emploi et des investissements.
- Pour la première fois depuis début 2017, les interlocuteurs ne s'attendent plus à une progression des prix d'achat et de vente.
- Les répercussions des tensions commerciales, les perspectives économiques mondiales et une nouvelle appréciation du franc font partie des risques majeurs.

SITUATION ACTUELLE

Nouveau ralentissement de la dynamique conjoncturelle

Au troisième trimestre, l'économie suisse a perdu de sa vigueur. Le fléchissement progressif amorcé depuis les records de croissance enregistrés au début de l'année dernière se poursuit.

La hausse trimestrielle des chiffres d'affaires en termes réels (c'est-à-dire corrigés de la variation des prix de vente) des entreprises s'est ralentie (voir graphique 1; pour l'interprétation des graphiques, voir les informations figurant à la fin du rapport). Plus que l'évolution actuelle des chiffres d'affaires, la contraction des entrées de commandes affaiblit le moral des entreprises.

Diverses entreprises qui exportent directement ou indirectement en Allemagne perçoivent nettement la dégradation de la conjoncture observée dans ce pays. La marche des affaires avec les Etats-Unis reste majoritairement favorable. Les signaux concernant les échanges commerciaux avec l'Asie et l'Europe sont très hétérogènes selon les branches et les entreprises. Il faut y voir en partie les conséquences du conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine. Certaines branches connaissent également des perturbations suite aux mouvements de protestation qui ont lieu à Hong Kong.

Utilisation des capacités de production conforme à la normale

Dans l'ensemble, le taux d'utilisation des capacités techniques de production des entreprises est conforme à la normale (voir graphique 2). Cela concerne environ 40% des entreprises, tandis que 30% enregistrent une légère sous-utilisation, et 30% une légère surutilisation. Dans l'industrie, les capacités sont légèrement sous-utilisées; la problématique des difficultés d'approvisionnement

et des délais de livraison parfois longs – encore abordée tout récemment – n'est plus guère évoquée. Dans la construction, le taux d'utilisation des capacités est toujours aussi élevé.

Manque d'effectifs moins prononcé

Les interlocuteurs continuent de considérer leurs effectifs comme un peu trop limités, mais dans une mesure légèrement moindre qu'au trimestre précédent. Dans l'industrie surtout, les effectifs sont dans l'ensemble en adéquation avec les besoins. Certaines entreprises envisagent de ne pas repourvoir les postes devenus vacants après le départ de collaborateurs.

Dans de nombreuses branches, le recrutement est jugé plus ardu que d'habitude. Cela tient à la pénurie de main-d'œuvre sur le marché du travail, mais aussi à l'accroissement des exigences relatives aux profils de poste, plus exactement aux compétences en matière de technologies de l'information. Le manque de personnel qualifié compte toujours parmi les préoccupations majeures d'un certain nombre d'entreprises, mais dans une mesure moindre qu'aux trimestres précédents. Les spécialistes en technologies de l'information, les ingénieurs et les experts dans les domaines techniques sont toujours très recherchés. Pour recruter des collaborateurs et les conserver, de nombreuses entreprises accordent une grande importance à la formation interne et au maintien de leur attractivité en tant qu'employeur.

Légère hausse de la pression sur les marges bénéficiaires

Globalement, la pression sur les marges a légèrement augmenté. Celles-ci sont quelque peu inférieures au niveau considéré comme habituel par les interlocuteurs, mais sont néanmoins jugées «viables», voire «confortables» par 85% d'entre eux.

Graphique 1

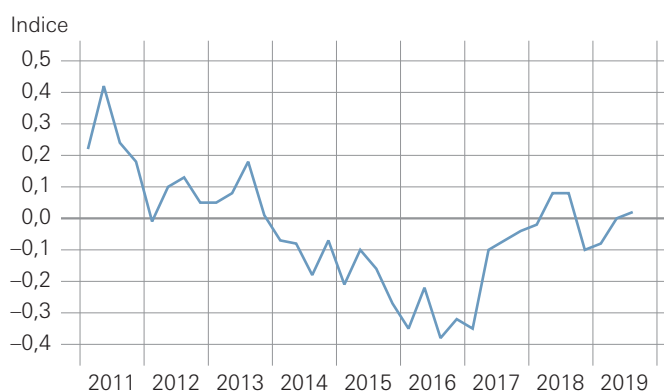
CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE



Evolution des chiffres d'affaires, en termes réels, par rapport au trimestre précédent. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution. Source: BNS.

Graphique 2

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION



Utilisation des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles par rapport au niveau normal. Les valeurs positives indiquent une utilisation supérieure et les négatives, une utilisation inférieure à la normale. Source: BNS.

ÉVOLUTION OBSERVÉE DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES

Dans le commerce, les chiffres d'affaires en termes réels sont identiques à ceux du trimestre précédent, tant pour le commerce de gros que pour le commerce de détail et le commerce automobile. Dans le commerce de détail et le commerce de gros, les infrastructures sont sous-utilisées. Dans le commerce de détail traditionnel, la pression sur les marges s'est encore accrue. Le tourisme d'achat à l'étranger n'est pas perçu comme un problème aigu, mais comme un risque latent en cas de nouvelle appréciation du franc.

Dans le secteur financier, autrement dit les banques, les assurances et les sociétés de gestion de fortune, les chiffres d'affaires sont demeurés inchangés par rapport au trimestre précédent. En ce qui concerne les marges, la situation s'est encore aggravée dans toute la branche, et plus particulièrement pour les banques. Les marges bénéficiaires sont nettement inférieures aux valeurs jugées normales. Cela tient à la baisse générale des taux d'intérêt, au resserrement continu de l'écart entre les intérêts actifs et passifs – qui n'est plus que partiellement compensé par la croissance du volume des fonds de la clientèle et des prêts – ainsi qu'aux coûts occasionnés par la mise en œuvre de la numérisation et de la réglementation. S'y ajoute une prudence accrue des clients en matière de placements et une concurrence plus vive consécutive à l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché.

Dans l'hôtellerie et la restauration, la marche des affaires est extrêmement dynamique, avec des chiffres d'affaires supérieurs à ceux du trimestre précédent et nettement plus élevés que ceux du troisième trimestre 2018. Les hôtels, comme les entreprises de restauration, affichent une utilisation des capacités conforme aux normes. Les marges enregistrées par les hôtels sont sensiblement supérieures aux valeurs habituelles. Dans les régions de montagne, le tourisme a tiré avantage des vagues de chaleur et de la hausse de la demande des touristes suisses.

Dans les entreprises du secteur des technologies de l'information, les chiffres d'affaires sont nettement supérieurs à ceux enregistrés le trimestre précédent et un an auparavant. La transformation numérique, la demande croissante dans le domaine de la fintech ainsi que la cybersécurité jouent un rôle moteur dans ce domaine d'activité. En revanche, la pénurie persistante de main-d'œuvre qualifiée constitue un frein.

L'évolution des chiffres d'affaires est positive pour les bureaux de conseil et les réviseurs, pour les bureaux d'ingénieurs et d'architectes ainsi que pour les sociétés fournissant des services relatifs aux bâtiments. Dans le secteur de la santé, les entreprises font état d'une marche des affaires dynamique avec des marges supérieures aux valeurs habituelles.

Dans l'industrie, la plupart des branches ont réalisé des chiffres d'affaires plus élevés qu'au trimestre précédent. L'évolution des affaires est excellente dans l'industrie pharmaceutique, qui enregistre des chiffres d'affaires nettement supérieurs à ceux des périodes de référence. La marche des affaires se révèle également dynamique chez les fabricants de matières plastiques et d'équipements électriques ainsi que dans la production d'énergie. En revanche, les entreprises de la métallurgie, de l'industrie de transformation des métaux et de l'industrie des machines ont réalisé des chiffres d'affaires plus bas que ceux du trimestre précédent et des marges inférieures au niveau habituel.

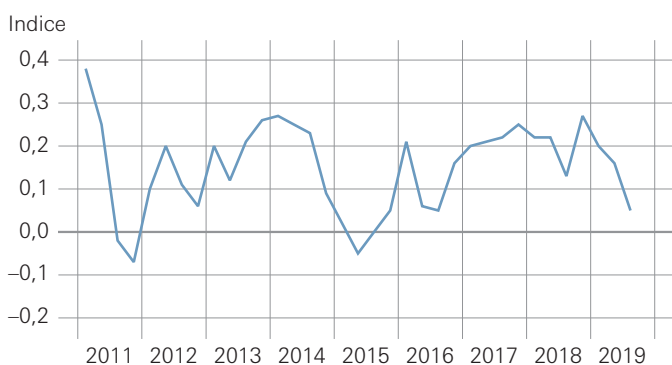
L'horlogerie fait état d'une évolution solide des affaires dans l'ensemble, mais continue de présenter de très grandes disparités. Les fournisseurs de l'industrie automobile perçoivent toujours l'incertitude qui règne sur ce marché en raison du changement technologique, de nouveaux procédés de test et d'une conscience écologique accrue des clients.

Dans la construction, les chiffres d'affaires en données corrigées des variations saisonnières sont supérieurs à ceux du trimestre précédent et aux valeurs enregistrées un an auparavant. Les capacités de production sont surutilisées. Ce résultat global s'explique surtout par l'évolution enregistrée dans le génie civil et le second œuvre. Dans le bâtiment, les activités ont connu une évolution quasi-identique à celle du trimestre précédent, et les marges sont soumises à de fortes pressions malgré des carnets de commande toujours bien remplis. Dans l'ensemble, pratiquement aucun signe ne laisse présager un ralentissement notable de l'activité dans la construction à court terme. Même s'il est possible que la marche des affaires dans la construction de logements évolue à un rythme un peu moins soutenu, de nouvelles opportunités se font jour en raison, d'une part, du besoin de rénovation croissant des bâtiments et des infrastructures et, d'autre part, de la densification de la construction. En outre, l'accroissement du taux de logements vacants rend la rénovation des logements anciens d'autant plus nécessaire.

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION ATTENDUE

Evolution attendue des chiffres d'affaires, en termes réels, pour les deux prochains trimestres. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION – ÉVOLUTION ATTENDUE

Evolution attendue de l'utilisation des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles pour les deux prochains trimestres. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

ÉVOLUTION ATTENDUE DES EFFECTIFS

Evolution attendue des effectifs pour les deux prochains trimestres. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Recul de l'optimisme

Par rapport à 2018, les attentes en matière de chiffres d'affaires sont un peu plus prudentes (voir graphique 3). Les interlocuteurs s'attendent néanmoins à une légère augmentation des chiffres d'affaires en termes réels au cours des deux prochains trimestres. Ces attentes modérées s'expliquent surtout par l'assombrissement des perspectives pour l'économie mondiale et par la baisse des entrées de commandes.

Dans l'industrie et la construction, l'optimisme est moins marqué qu'au trimestre précédent, un sentiment toutefois en partie compensé par l'amélioration des perspectives dans les services. En ce qui concerne leurs capacités de production techniques ou leurs infrastructures disponibles, les entreprises n'entrevoient pas de changements au cours des deux prochains trimestres et tablent donc sur la persistance d'une utilisation conforme à la normale (voir graphique 4).

Prudence légèrement accrue en matière d'investissements

De pair avec le tassement de la croissance économique, mais aussi sous l'effet du conflit commercial, la propension à investir est en léger recul. Dans les trois domaines d'activité, les entreprises prévoient d'accroître encore légèrement les dépenses consacrées aux biens d'équipement et aux constructions au cours des douze prochains mois. Toutefois, la faiblesse des taux d'intérêt est toujours favorable aux projets d'investissement. Près d'un quart des entreprises qui investissent dans les biens d'équipement élargissent leurs capacités de production de façon ciblée. Les investissements sont principalement consacrés au développement et à la modernisation des infrastructures informatiques.

Anticipations de prix en légère baisse

Pour les deux prochains trimestres, les interlocuteurs tablent sur des prix d'achat et de vente en léger recul; ces deux dernières années, ces anticipations étaient majoritairement orientées à la hausse. Les représentants de l'industrie, notamment, prévoient des baisses de prix. La pression haussière sur les prix des matières premières et des produits en amont constatée au printemps ainsi que la forte utilisation des capacités du côté des fournisseurs observée encore récemment ne sont plus perceptibles.

Besoin continu d'accroissement des effectifs

Les interlocuteurs envisagent d'accroître encore les effectifs au cours des deux prochains trimestres (voir graphique 5), bien que dans une mesure moindre qu'aux trimestres précédents. Au total, 37% des entreprises souhaitent embaucher, contre 41% à la même période de l'année précédente. Dans les secteurs de l'industrie alimentaire et de l'imprimerie notamment, certaines entreprises envisagent de réduire leurs effectifs.

ENVIRONNEMENT ET RISQUES

Le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que ses répercussions directes ou indirectes sur les entreprises comptent parmi les principaux risques perçus à l'échelle internationale. D'autres événements sont évoqués comme étant sources d'incertitudes géopolitiques. Le Brexit est souvent mentionné, bien que ses conséquences puissent être soit positives, soit négatives, selon les entreprises. En outre, les risques liés au ralentissement de l'économie mondiale et à la dette publique élevée sont également cités.

En Suisse, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée reste une difficulté souvent nommée. Par ailleurs, plusieurs entreprises indiquent n'être pas parvenues à pourvoir toutes leurs places d'apprentissage. Les risques résultant de la faiblesse des taux d'intérêt et de leur possible baisse sont souvent cités, notamment eu égard à leur impact sur la prévoyance vieillesse. L'appréciation du franc est un risque mentionné plus souvent qu'auparavant. La situation sur le marché immobilier, caractérisé par une activité continue dans la construction malgré le nombre déjà élevé de logements vacants dans certaines régions, est un autre sujet de préoccupation. La numérisation fait l'objet d'intenses discussions et d'analyses approfondies.

A propos des Signaux conjoncturels

Approche

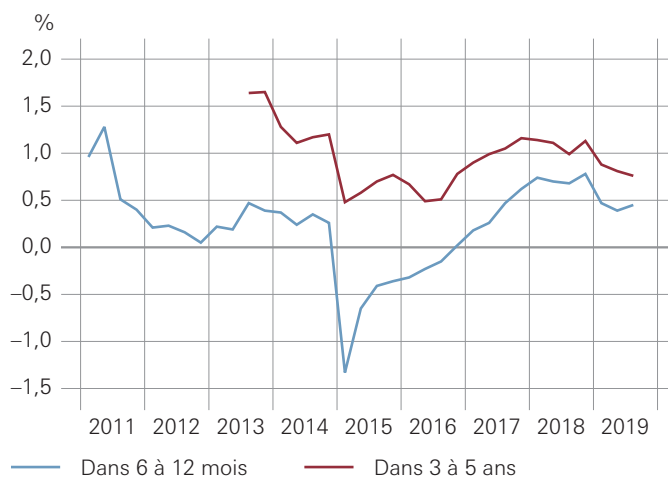
Les délégués de la BNS mènent des entretiens trimestriels avec des décideurs économiques de toute la Suisse. Les *Signaux conjoncturels* constituent un condensé des principaux résultats de ces entretiens.

Chaque trimestre, quelque 240 entreprises reçoivent ainsi la visite des délégués. Elles sont sélectionnées en fonction de la structure sectorielle de l'économie suisse telle qu'elle ressort du PIB et de la statistique de l'emploi. Les branches soumises à de fortes fluctuations conjoncturelles sont quelque peu surreprésentées. Par contre, le secteur public et l'agriculture ne sont pas pris en compte. La sélection des entreprises visitées change chaque trimestre.

Durant les entretiens, les délégués de la BNS recueillent principalement des informations qualitatives. Les entretiens sont toutefois structurés de telle sorte qu'ils permettent aux délégués de répartir une partie des informations qualitatives obtenues sur une échelle quantitative. Il est dès lors possible d'agréger les données collectées et de les présenter sous forme de graphiques.

Graphique 6

INFLATION ATTENDUE



Source: BNS.

ANTICIPATIONS D'INFLATION

Lors des échanges, les délégués interrogent également leurs interlocuteurs sur leurs anticipations d'inflation à court et à moyen terme – mesurée par l'indice des prix à la consommation – en tant que consommateurs.

Les anticipations d'inflation à court terme ont légèrement augmenté: pour les six à douze prochains mois, l'inflation attendue s'élève à 0,5% en moyenne, contre 0,4% au trimestre précédent (ligne bleue du graphique 6). Celle attendue à moyen terme – soit pour les trois à cinq prochaines années – est restée inchangée, à 0,8% en moyenne (ligne rouge du graphique).

Les cinq niveaux de l'échelle utilisés à cet effet correspondent en substance aux appréciations suivantes: beaucoup plus élevé/beaucoup trop élevé (valeur +2); un peu plus élevé/un peu trop élevé (valeur +1); inchangé/normal (valeur 0); un peu plus bas/un peu trop bas (valeur -1); beaucoup plus bas/beaucoup trop bas (valeur -2).

Interprétation des graphiques

Les graphiques présentent sous forme de courbes des informations qualitatives recueillies auprès des entreprises. Les valeurs indiquées correspondent à une moyenne des résultats de l'ensemble des entreprises visitées. Lors de l'interprétation des résultats, l'attention doit avant tout porter sur l'évolution de la courbe; les niveaux et leur variation exacte sont secondaires.

Informations complémentaires

Des données plus détaillées sur les *Signaux conjoncturels* se trouvent sur le site Internet www.snb.ch, rubrique La BNS\Relations avec l'économie régionale.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)58 631 11 50
Fax: +41 (0)58 631 50 48
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797), allemande (ISSN 1423-3789) et italienne (ISSN 2504-3544).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Publications économiques, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Ökonomische Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Economic publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien: www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale (ISSN 2504-480X)

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2019